



Repères historiques

	Source CGT	Rajouts
1791	Loi Le Chapelier interdisant le droit de coalition des métiers , et par conséquent les syndicats ouvriers et les grèves. Les syndicats patronaux seront autorisés.	http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/regulation-relations-travail/chronologie/
1803		1 ^{er} décembre - Création du livret ouvrier , sorte de passeport permettant à la police et aux employeurs de connaître la situation exacte de chaque ouvrier. Tout ouvrier voyageant sans son livret est réputé vagabond et condamné comme tel.
1806		18 mars - Création des conseils de prud'hommes pour régler les différends du travail. Les simples ouvriers n'y sont pas admis. Premier conseil des prud'hommes à Lyon.
1831	Révolte Révolte des canuts à Lyon, échec des négociations menées par le préfet. L'insurrection sera durement réprimée.	
1848	Révolution Face à la répression menée par la bourgeoisie au pouvoir, jonction du mouvement social et républicain. Sous la pression populaire, le nouveau gouvernement adopte des mesures démocratiques et sociales : proclamation de la liberté d'association, du suffrage universel et du droit du travail , ouverture des Ateliers nationaux pour assurer aux chômeurs le droit au travail, décret limitant la durée de travail à 10h à Paris et à 11h en province, abolition de l'esclavage colonial .	
1849		Tentative éphémère de création d'amicales d'instituteurs
1850		Loi Falloux Promulguée le 15 mars 1850, elle aborde tous les aspects de l'éducation, à l'exception du supérieur, mais est surtout connue par ses dispositions sur la liberté d'enseignement laissant une place ample à l'enseignement confessionnel . Elle complète la Loi Guizot, qui rendait obligatoire une école de garçons dans toute commune de 500 habitants, en rendant obligatoire également la création d'une école de filles dans toute commune de 800 habitants.
1864		Création de la section française de la 1 ^{ère} internationale. En France, la grève est tolérée .
1871	La Commune de Paris C'est la première révolution prolétarienne. Outrés par l'armistice avec la Prusse, les Parisiens se révoltent contre le pouvoir et élisent une assemblée qui prend le nom de Commune. La répression de ce soulèvement fait près de trente mille morts. Œuvre sociale de la Commune de Paris : abolition du travail de nuit dans les boulangeries, gestion démocratique des entreprises fermées par le patronat ou travaillant pour la Commune. Apparition du premier mouvement féminin de masse .	1874 Création de l' Inspection du travail , chargée de veiller au respect des lois sociales.
1884	Syndicats Loi Waldeck-Rousseau autorisant les syndicats professionnels ouvriers et patronaux .	

1885		Arrêt de la cour de cassation interdisant aux enseignants et aux travailleurs de l'Etat de se syndiquer
1886	Fédération Création de la Fédération nationale des syndicats (FNS), d'inspiration guesdiste. Jules Guesde , l'un des socialistes les plus connus et les plus actifs, contribue à la diffusion des idées de Marx en France.	
1887		Création d'un syndicat des instituteurs de France
1890	1er mai Première célébration française et internationale de la journée d'action du 1er mai. Le 1er mai 1891, à Fourmies (Nord) la troupe tire sur des grévistes : neuf morts, 35 blessés.	
1892	Bourses du travail Création de la Fédération des Bourses du travail, marquée par le syndicalisme révolutionnaire de Fernand Pelloutier	
1895	CGT Congrès constitutif de la Confédération générale du travail (CGT) à Limoges (23-28 septembre).	
1897		Création de la fédération des professeurs de lycée . Ils sont 4 à 5000, issus de la bourgeoisie et hostiles au combat revendicatif et au mouvement syndical
1900	Journal Création de La Voix du peuple, organe de la CGT .	Congrès des amicales des instituteurs
1901		Loi sur les associations Création de la fédération des amicales des instituteurs FAI
1902	Structures Le Congrès de Montpellier donne à la CGT sa double structure : fédérations et unions départementales . http://www.ihs.cgt.fr/	
1904		1 ^{ère} fédération générale des associations professionnelles des employés civils de l'état
1905		Loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat Création de la fédération nationale des syndicats d'instituteurs FNSI
1906	Charte d'Amiens Adoptée au congrès elle donne au syndicalisme confédéral quelques uns de ses traits spécifiques : - o la lutte des classes ; - o la lutte quotidienne pour des améliorations immédiates mais aussi la lutte pour la disparition du salariat et du patronat ; L'indépendance vis-à-vis du patronat, des organisations politiques et devant l'Etat.	
1907		La fédération nationale des syndicats d'instituteurs FNSI adhère à la CGT
1909	La Vie ouvrière Premier numéro de cette " revue d'action " qui se définit comme " syndicaliste Révolutionnaire, antiparlementaire ".	2 ^{ème} fédération cette fois nationale des associations professionnelles des employés de l'Etat, des départements et des communes
1910	Retraites Loi sur les retraites ouvrières et paysannes. L'âge de la retraite est fixé à 65 ans. L'espérance de vie est alors de moins de 49 ans « C'est la donner à des morts » se plaint la CGT, car dans les années 1910, à peine 8 % de la population atteint 65 ans, dont une infime minorité d'ouvriers.	Loi instituant le Code du travail . Le code du travail reprend et regroupe toutes les avancées de la législation sociale auxquelles les syndicats sont de plus en plus associés. 

1913	Internationalisme Constitution du Secrétariat syndical international auquel participe la CGT. En 1919 il sera remplacé par la Fédération syndicale internationale (FSI).	Fonctionnaires Reconnaissance du droit d'association et syndical pour les fonctionnaires
1919	Conquête Loi sur la journée de huit heures /J 6 jours /semaine et sur les conventions collectives , (durée hebdo 48h/sem) Création de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC).	La FNSI devient la fédération des membres de l'enseignement laïque FMEL Transformations des associations d'employés de l'état en syndicats Création d'une fédération de fonctionnaires qui demande son adhésion à la CGT après que bon nombre de syndicats l'aient fait
1920		Congrès de la SFIO à Tours, création du parti communiste Français. La fédération générale des fonctionnaires adhère à la CGT. Création du SNI syndicat national des institutrices et des instituteurs publics de la France et des colonies
1921	Le Peuple , Naissance de l'organe officiel de la CGT.	Scission dans la fédération de fonctionnaires et création d'une deuxième fédération cette fois-ci autonome (FAF)
1922		Scission de la CGT et création de la CGT U . La FMEL adhère à la CGTU
1928		Création de la fédération générale de l'enseignement FGE affiliation à la CGT puis CGT réunifiée Scission dans la fédération de fonctionnaires et création d'une deuxième fédération cette fois-ci autonome (FAF)
1930	Droit social Vote définitif de la loi sur les Assurances sociales	Transformation en fédération générale des fonctionnaires FGF CGT
1934	Liberté En riposte à l'émeute du 6 février, grève générale " contre le fascisme " à l'appel de la CGT et de la CGTU (organisation, née en 1920, d'une scission de la CGT)	
1936	Accords Matignon Réunification de la CGT et de la CGTU. Victoire électorale du Front populaire. Vague de grèves avec occupations d'usines. Accords Matignon : relèvement des salaires, extension des conventions collectives et institution de délégués du personnel, semaine de 40 heures et 15 jours de congés payés .	Préambule des statuts de la CGT précisant les valeurs de la CGT voté au congrès Conventions collectives elle peut librement traiter de questions non prévues à titre obligatoire, si elles sont plus favorables que celles des lois et règlements en vigueur. C'est l'origine du principe dit « de faveur » . Réunification de la FGF CGT et de la FAF dans la CGT réunifiée. La FGF CGT est constituée de fédération internes
1937		Création du SGEN CFTC
1939	Années noires Début de la Seconde Guerre mondiale (3 septembre).Le 18 septembre , le Bureau confédéral de la CGT vote une déclaration excluant les militants qui refusent de condamner le pacte germano-soviétique. Cette décision est approuvée par la Commission administrative le 25 septembre.1940, dissolution des centrales syndicales ouvrières et patronales.1941, promulgation de la Charte du travail interdisant les grèves et le lock-out.	
1943	Unification Les Accords du Perreux , signés par Robert Bothereau et Louis Saillant pour les " ex-confédérés " ; Henri Raynaud et André Tollet pour les " ex-unitaires ", reconstituent la CGT.	
1944	Résistance Participation de la CGT au programme du Conseil national de la Résistance (CNR) définissant les nationalisations, la Sécurité sociale et les comités d'entreprises.Création de la Confédération générale des cadres (CGC).	

1945	Conquêtes ○ Début des nationalisations, création des comités d'entreprise et mise en place de la Sécurité sociale. ○ Fin de la seconde Guerre mondiale (8 mai : capitulation allemande, 2 septembre : capitulation japonaise). ○ Création de la Fédération syndicale mondiale (FSM) à laquelle adhère la CGT.1946, ○ Promulgation du Statut général des fonctionnaires. ○ Début de la Guerre d'Indochine (19 novembre 1946). Pendant toute la durée du conflit, la CGT organise des manifestations de solidarité à l'égard du peuple vietnamien et en faveur de la paix.	Comités d'entreprise se cantonneront à la gestion des œuvres sociales. Circulaire d'Alexandre Parodi, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, énonçant les critères de la représentativité syndicale: ancienneté, effectifs suffisants, cotisations, indépendance à l'égard du patronat, attitude patriotique pendant la guerre, loyauté dans l'application de la législation sociale.
1946		La FGE CGT devient la FEN CGT Transformation de la FGF CGT en union de fédérations UGFF CGT Le droit de <u>grève</u> et le droit syndical sont inscrits dans le préambule de la Constitution.
1947	Guerre froide Lancement du " Plan Marshall d'aide à l'Europe ", destiné à assurer la reconstruction de l'Europe, sous la houlette américaine. Ce plan marque le début de la Guerre froide. Vague nationale de grève pour une hausse salariale de 25%, un minimum vital de 10 000 francs et la révision trimestrielle des salaires. Après la période noire qu'ont représenté les années de guerre puis d'immédiat après-guerre, la vie quotidienne reste tout aussi difficile. Scission de la CGT : des responsables de la Confédération, réunis autour du journal Force ouvrière, favorables au plan Marshall et contre le mouvement de grève de 1947, donnent leur démission et quittent la CGT pour créer la CGT-Force ouvrière (CGT-FO).	
1948		Suite à la scission de la CGT, la FEN et le SNI choisissent l'autonomie La FEN CGT existe toujours Possibilité pour les syndiqués d'avoir une double affiliation FEN autonome et FEN CGT
1949	Division La FSM critique le plan Marshall et l'influence américaine en Europe, ce qui provoque une scission. Les syndicats des Etats-Unis, d'Angleterre et des Pays-Bas se retirent de la FSM. Ils créent la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) à laquelle adhère la CGT-FO.	
1950	Conquêtes Vote de la loi sur les Conventions collectives. Création du Salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig).	Le droit de <u>grève</u> est accordé aux fonctionnaires.
1953	Retraites Du 4 au 25 août, grande grève dans les services publics. Le 4 août, la CGT puis la CFTC appellent à une journée d'action des secteurs public et nationalisé contre le recul de l'âge à la retraite. Les postiers de Bordeaux décident la poursuite du mouvement. Aussitôt les confédérations CGT, FO, CFTC appellent à la grève générale dans ces secteurs. Le 14 août, on compte quatre millions de grévistes	
1954	Libération Début de la guerre d'Algérie (1er novembre). Durant tout le conflit la CGT soutient " les revendications des Algériens et leurs aspirations nationales. "	Novembre, le PCF demande à ses militants de l'éducation nationale d'abandonner la double affiliation FEN autonome et FEN CGT pour ne militer que dans la FEN
1956	Conquête Troisième semaine de congés payés.	1958 Création de l'assurance - chômage : pour la première fois, tout travailleur ayant perdu son emploi a droit à un revenu de remplacement.
1962	Paix Une manifestation anti-OAS durement réprimée fait 9 morts au métro Charonne. Accords d'Evian, fin de la guerre d'Algérie (18 mars).	

1963	Les mineurs A l'appel de la CGT et de FO, vaste mouvement de grèves des mineurs. Ils s'inquiètent des incertitudes pesant sur leur profession et revendiquent une augmentation des salaires.	Création de l'UGICT CGT – union générale des ingénieurs, cadres et techniciens.
1964	CFDT Déconfessionnalisation de la CFTC qui devient la Confédération française démocratique du travail (CFDT) . Une minorité garde le nom CFTC maintenue http://www.ihs.cgt.fr/	
1966	Unité Accord revendicatif entre la CGT et la CFDT.	Les syndicats affiliés à l'une de ces cinq centrales bénéficient dans les branches et dans les entreprises d'une présomption irréfragable de représentativité.
1968	Grève générale En mai et juin sept millions de travailleurs en grève et occupent leurs usines . Constat de Grenelle : augmentation de 35% du salaire minimum, reconnaissance de la section syndicale dans l'entreprise et du délégué syndical...	
1969	la quatrième semaine de congés payés	Déclaration de coopération entre la CGT et les confédérations des DOM – TOM (CGT Guadeloupe, CGT Martinique, UT Guyane, CGT Réunion) dans le cadre de la revendication de l'autonomie des DOM TOM Création de l'UCR CGT , union confédérale des retraités
1970	Unité Nouvel accord CGT-CFDT sur des revendications prioritaires : revalorisation du Smic, retraite à 60 ans, semaine de 40 heures, emploi, heures de formation syndicale...	droit au congé individuel formation. 1971 « droit des travailleurs à la négociation collective »
1972		Création du programme commun de gouvernement entre des partis de gauche. La CGT s'est impliquée dedans
1973	CES Création de la Confédération européenne des syndicats	
1978		Rupture du programme commun de gouvernement
1979		Création du CNPE CGT , comité national des privés d'emploi
1981	Gouvernement de gauche Vote de la Loi de nationalisation (cinq groupes industriels, 36 banques).	
1982	Ordonnances réduisant la durée du travail à 39 heures , instituant la cinquième semaine de congés payés et ramenant l'âge de la retraite à 60 ans (1982) . Lois sur les droits des travailleurs dans l'entreprise, notamment le droit d'expression pendant le temps de travail. Création des Comités d'hygiène, de sécurité et conditions de travail (CHSTCT) .	Création des trois versants de la fonction publique : ○ FP d'état ○ FP hospitalière ○ PF territoriale En 1982 : le 1er congrès de la FERC-CGT à Tours se tient sur le thème « <i>de quelle fédération nos syndicats et leurs adhérents ont-ils besoin ?</i> »
1988	Infirmières Mouvement de grève des infirmières à l'appel d'une Coordination nationale qui réclame notamment une augmentation significative des salaires et de véritables moyens pour la formation. Après la défection des autres syndicats, la CGT est seule à soutenir le mouvement.	
1992		- La Commission exécutive confédérale de la CGT de mai 1992, ne s'interdit plus de syndiquer les personnels enseignant de l'éducation nationale - Fin de l'année, Scission au sein de la FEN par l'exclusion de syndicats (SNES, SNEP...) et le départ de militants et syndiqués de la tendance UA et Ecole Emancipée - Création du SNUIPP

1993	Création de la Fédération syndicale unitaire (FSU) par 13 syndicats exclus ou en dissidence avec la FEN. Création de l' Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) ,	Création de l' UNSA Education , du syndicat des enseignants SE regroupant tous les enseignants du primaire et du secondaire. Retraite : Allongement de la durée de cotisation soit 40 ans dans le privé .
1995	Importants mouvements de grève contre le plan Juppé (novembre-décembre) font échec à l'allongement de la durée de cotisation dans le public Lors de son 45e Congrès, la CGT décide de rénover ses statuts et de quitter la FSM.	SUD : création des premiers syndicats SUD par des dissidents de la CFDT (cheminots, PTT, Education...)
1996		Création de l'union syndicale Solidaires G10 par les 10 syndicats autonomes du G10 (impôts, ...) et les syndicats SUD
1998 2000	La durée hebdomadaire légale du travail est ramenée à 35 heures au 1er janvier 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés et au 1er janvier 2002 pour celles de moins de 20 salariés. Le patronat et une partie de la droite prédisent une catastrophe économique.	Cette loi permet l'annualisation de la durée du travail . Les charges sociales sur les bas et moyens salaires sont allégées
1999	CES La CGT adhère à la Confédération européenne des syndicats.	
2003	Retraites Importants mouvements sociaux contre le projet de loi Fillon (mai-juin 2003)	Allongement de la durée de cotisation soit 40 ans dans le public aligné sur le privé.
2006	Création de la confédération syndicale internationale CSI . Elle est née du regroupement de la CISL, de la CMT et d'un certain nombre d'organisations syndicales nationales sans affiliation internationale dont la Cgt. Ce rassemblement du syndicalisme international a pour objectif une meilleure efficacité revendicative pour notamment « changer fondamentalement la mondialisation afin qu'elle fonctionne en faveur des travailleuses et travailleurs, des sans emplois et des pauvres ».	
2007		Loi de modernisation du dialogue social qui rend obligatoire une phase de concertation avec les partenaires sociaux avant tout projet gouvernemental de réforme dans les domaines des relations du travail, de l'emploi ou de la formation professionnelle
2008		Loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail, sur la représentativité , dorénavant sont représentatif les syndicats ayant obtenu 10 % des voix aux élections professionnelles
2010		Loi sur les retraites , mouvement social puissant, 3 millions de salariés dans les rues, but de la loi, repousser de deux ans l'âge minimum de liquidation de pension (avoir 62 ans)